



## L'Union européenne doit suivre l'exemple de l'Espagne vis-à-vis de Cuba

Par [Salim Lamrani](#)

Mondialisation.ca, 08 avril 2007

8 avril 2007

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#),  
[L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

La politique de confrontation que l'Union européenne a adoptée vis-à-vis de Cuba en juin 2003, suivant les directives de Washington, s'est soldée par un échec retentissant. L'imposition arbitraire de sanctions politiques et diplomatiques, loin d'avoir les effets escomptés – à savoir une mise au pas du gouvernement cubain –, a entraîné le gel des relations entre La Havane et Bruxelles. Faisant preuve de lucidité et de pragmatisme, le gouvernement espagnol de José Luis Miguel Zapatero a décidé d'adopter une approche plus rationnelle et de renouer les liens avec les autorités cubaines. Le 1er avril 2007, il a envoyé son ministre des Affaires étrangères, Miguel Ángel Moratinos, en visite officielle (1).

L'Espagne, qui n'avait pas envoyé de fonctionnaire de haut rang à Cuba depuis 1998, a choisi le chemin constructif du dialogue. Le gouvernement cubain a salué l'initiative ibérique et a même déclaré qu'aucun sujet de débat n'était à proscrire entre les deux nations à condition qu'il se fasse à partir d'un principe d'égalité, de respect et de non-ingérence. Felipe Pérez Roque, chef de la diplomatie cubaine, a souligné qu'un nouveau rapprochement s'opérait avec l'Espagne : « *Le gouvernement espagnol a été le premier à rechercher un dialogue respectueux et sérieux avec Cuba et nous croyons qu'il est de notre devoir d'en faire de même (2)* ».

Les deux pays ont signé plusieurs accords de coopération et ont établi un mécanisme de dialogue politique qui inclura la promotion des droits de l'homme (3). L'Espagne est devenue « *une espèce d'interlocuteur privilégié* » car il s'agit de la première nation européenne à faire preuve d'un certain scepticisme quant au bien-fondé de s'aligner religieusement sur la politique belliqueuse de la Maison-Blanche vis-à-vis de La Havane. Madrid a ainsi récupéré un certain crédit qui avait été réduit à néant par la politique irresponsable de son ancien premier Ministre José Maria Aznar, qui avait failli provoquer la rupture des relations bilatérales. Pour le ministre cubain des Affaires étrangères, la visite de Moratinos « *montre un exemple [et] démontre qu'il faut traiter Cuba avec respect (4)* ».

Pour ce qui est de l'Europe, « *les conditions [d'un dialogue] ne sont toujours pas réunies* », a fait savoir Pérez Roque, qui a souligné que « *l'élimination définitive des sanctions contre Cuba [et] l'élimination de la position commune* » étaient des conditions *sine qua non* pour procéder à un éventuel rapprochement. Mais les nouvelles relations entre l'Espagne et Cuba ouvrent une voie que l'Union européenne doit s'empresser de suivre si elle souhaite conserver une certaine influence dans les affaires internationales. Moratinos, quant à lui, s'est déclaré convaincu que la piste du dialogue est la seule issue possible : « *Je suis sûr qu'avec le même esprit que j'ai trouvé ici à Cuba nous pourrions avec tous les ministres européens arriver à cette meilleure compréhension dans une relation future stable et*

sereine avec les autorités cubaines (5) ».

« Je suis venu à Cuba pour apprendre et écouter et non pas pour imposer », a signalé le chef de la diplomatie espagnole à son arrivée à La Havane. Pour sa part, Pérez Roque a fait remarquer que « Cuba n'a pas accepté et n'accepte pas aujourd'hui les conditions de coopération » de l'Union européenne (6). Le secrétaire d'Etat espagnol pour les Affaires ibéro-américaines, Trinidad Jiménez, a fait preuve de lucidité et d'une rare franchise en soulignant que les pressions « sur un pays souverain dont nous n'approuvons pas le système politique, ne marchent pas. Et cela a été le cas avec Cuba (7) ». Comme le confesse Jiménez, le vrai problème pour l'Europe à Cuba n'est pas la situation des droits de l'homme comme elle veut bien le faire croire mais son « système politique ».

L'Union européenne doit comprendre rapidement que la voie de la confrontation est sans issue avec La Havane. En effet, les Cubains ne comprennent pas le langage des ultimatums et ne sont guère habitués à courber l'échine face à l'adversité. Il est temps Bruxelles prenne conscience de cette réalité et se démarque, sans plus attendre, de la politique irrationnelle de l'administration Bush.

*Salim Lamrani est chercheur français, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis depuis 1959. Auteur de Cuba face à l'Empire (Genève : Editions Timeli, 2006), 2ème édition ; et de (sous la direction de ), Washington contre Cuba (Pantin : Le Temps des Cerises, 2005), Fidel Castro, Cuba et les États-Unis (Le Temps des Cerises, 2006).*

## Notes

1 *Associated Press*, « Spain and Cuba Explore Ways to Improve Island's Tense Relations With EU », 3 avril 2007.

2 *EFE* « Cuba dice que hablará de derechos humanos con España », 3 avril 2007.

3 Felipe Pérez Roque & Miguel Ángel Moratinos, « Un acuerdo, una declaración y un comunicado sellan el encuentro entre los ministros exteriores de Cuba y España », 4 avril 2007.

4 Andrea Rodriguez, « Spain Hopes for Better Ties With Cuba », *Associated Press*, 3 avril 2007.

5 *EFE* « Cuba y España reanuda y abren diálogo », 4 avril 2007.

6 *Granma*, « Cuba and Spain Reestablish Communication and Political Dialogue », 4 avril 2007.

7 *Radio Havana Cuba*, « Spanish Government Pleased With Moratino's Visit to Cuba », 5 avril 2007.

---

Articles Par : [Salim Lamrani](#)

## A propos :

Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris IV-Sorbonne, Salim Lamrani est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Son nouvel ouvrage s'intitule Fidel Castro, héros des déshérités, Paris, Editions Estrella, 2016. Préface d'Ignacio Ramonet. Contact : lamranisalim@yahoo.fr ; Salim.Lamrani@univ-reunion.fr Page Facebook : <https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel>

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)